

“J’aurais préféré qu’ils me tirent une balle dans la tête. Rien ne peut être pire que de voir mes filles souffrir et me dire qu’elles ont horriblement mal aux yeux, au dos, à la tête, jour après jour. Que peut répondre un père à ses enfants malades? Comment leur expliquer que la mine d’or la plus riche du monde, là-haut sur la montagne, ne veut pas nous aider?”

Alfonso Charrasco, plus de trois ans après que la fuite de mercure les ait forcés, lui et sa famille, de fuir leur village natal.

étude de cas six

compagnies newmont [états-unis] buenaventura [pérou]

diviser pour polluer

la mine d’or de yanacocha, au pérou



© sjord panhuyzen



financement société financière internationale



Là-haut, dans les montagnes derrière la belle ville de Cajamarca, dans les Andes péruviennes, la mine d'or de Yanacocha poursuit son activité. Elle a déjà rasé cinq montagnes et s'achemine vers sa sixième cible, le mont Quilish. La municipalité locale s'oppose farouchement à l'exploitation du mont Quilish, d'où provient l'eau potable. Après dix années vécues aux côtés de la mine d'or la plus grande du continent, ils ont appris la leçon et disent: "assez !"

La mine de Yanacocha est une mine à ciel ouvert de 251 kilomètres carrés, située à 18 kilomètres de la ville de Cajamarca. La Société financière internationale de la Banque mondiale lui a fourni des prêts pour un total de 150 millions de dollars US, et possède 5% des actions de la mine, qui est une joint-venture de Newmont (USA) et Buenaventura (Pérou). D'après la SFI, sa participation garantit

le respect des normes sociales et environnementales les plus exigeantes, ce qui censément ferait de Yanacocha un exemple des meilleures pratiques minières. Néanmoins, suivant les gens des lieux la région de Cajamarca gagnerait davantage si l'argent allait au tourisme, aux forêts et à l'agriculture.

L'activité minière, qui utilise de grandes quantités de cyanure dans une région très fragile, a contaminé les réserves d'eau et provoqué la disparition des poissons et des grenouilles. Le bétail est tombé malade, l'air a été pollué, et les plantes médicinales ont disparu. Le tout a été récemment confirmé par une étude environnementale indépendante menée par une société conseil colombienne.

Les communautés paysannes qui habitent près de la mine ont déposé une plainte officielle et demandé des fonds pour



étude de cas six

l'épuration de l'eau. Elles demandent aussi un programme de réclamation et de préservation des plantes médicinales, un projet pour le repeuplement des poissons et des grenouilles, et des compensations pour les anciens propriétaires terriens, sous la forme de terres équivalentes et de financement pour le rétablissement de leurs fermes. Beaucoup de ces mesures ne coûteraient qu'une partie infime des bénéfices de cette mine d'or extrêmement rentable, mais les communautés attendent toujours. Entre-temps, elles ont demandé au Groupe de la Banque mondiale et à Newmont d'arrêter l'expansion vers le mont Quilish. D'autre part, le tribunal constitutionnel du Pérou a statué que l'expansion ne peut avoir lieu que si la compagnie peut prouver que les travaux ne porteront pas atteinte à l'eau potable de Cajamarca.

une tragédie toxique

Le 2 juin 2000, un camion de la mine de Yanacocha a déversé 151 kilos de mercure liquide sur quarante kilomètres de l'autoroute qui traverse Choropampa et deux villages voisins. Croyant que le mercure était un métal précieux, les gens l'ont ramassé. Suivant les estimations modestes du gouvernement, plus de 900 personnes ont été empoisonnées. Les symptômes d'empoisonnement par du mercure (irritation cutanée, maux de tête, vision diminuée, troubles néphrétiques, maux d'estomac, etc.) se sont manifestés quelques jours après le déversement. Plusieurs victimes ont dû être hospitalisées, et une femme a perdu la vue.

Les souffrances découlant du déversement de mercure continuent encore aujourd'hui. Juana Martínez, du Front de défense de Choropampa, a dit: "Plusieurs enfants sont nés sans doigts aux mains ou aux pieds. Rien de pareil n'était jamais

arrivé dans notre village avant le déversement de mercure." Les avortements spontanés ont atteint des taux alarmants, et les enfants souffrent d'hémorragies nasales chroniques, d'infections respiratoires, de la perte de la vue et de l'ouïe, de migraines chroniques et d'incapacité de se concentrer.

La communauté de Choropampa a demandé une évaluation des impacts du déversement, la présence d'un médecin pour la supervision de la situation, des indemnités pour dommages à la santé et des compensations pour les pertes économiques. Or, les réponses de Yanacocha n'ont pas été satisfaisantes. En avril 2003, la compagnie a publié un rapport où les impacts directs du déversement sur la santé humaine étaient passés sous silence. La SFI a commandité une longue enquête qui, après deux années, a abouti à deux études encore inachevées. Entre-temps, les habitants de Choropampa n'ont toujours pas reçu un traitement approprié. Ils se sentent contaminés et abandonnés.



© speed panhuyzen

© speed panhuyzen

des communautés divisées

Bien que le gouvernement péruvien ait adopté une loi spéciale pour garantir que la moitié des impôts payés par la mine seront investis dans la région (programme FONCODES), Cajamarca est devenu le deuxième district le plus pauvre du Pérou depuis la mise en fonctionnement de la mine en 1993. Toutefois, tandis que la pauvreté augmente à la campagne, une poignée d'individus en profitent énormément dans la ville. Cette distribution inégale des coûts et bénéfices de la mine a provoqué des conflits majeurs et un climat de suspicion généralisée.

Les gens ont été forcés de se déplacer vers la ville, où ils n'ont pas moyen de gagner leur vie. Les pratiques traditionnelles tombent dans l'oubli, et les familles sont en train de perdre les structures d'aide communautaires, ce qui se traduit par un accroissement de la violence

domestique et autres maux sociaux. Cajamarca est maintenant en plein boum de la prostitution, où même des filles de 14 ans se vendent aux mineurs sans protection aucune contre le VIH et autres maladies sexuellement transmissibles.

En 2001, il a été dénoncé que Newmont aurait payé l'ancien chef des services secrets péruviens, Vladimiro Montesinos, pour intimider et suborner les juges dans l'affaire de l'adjudication de Yanacocha. Un enregistrement vidéo montre Montesinos en train de faire pression sur un juge en faveur de Newmont. Après la découverte de nouvelles preuves en 2003, les autorités fédérales des Etats-Unis ont commencé à enquêter à ce sujet. Néanmoins, malgré sa politique de 'zéro tolérance' à l'égard de la corruption, la SFI refuse toujours d'entreprendre sa propre investigation.

pour plus d'information visitez les sites:

Amis de la Terre International:

www.foei.org/ifi/yanacocha.html

Coordination nationale des communautés affectées par les mines: **www.conacami.org.pe** (spanish)

Project Underground: **www.moles.org**

Ecovida: **www.ecovida.org** (spanish)

Guarango Cine y Video: **www.guarango.org**

Oxfam America: **www.oxfamamerica.org**

promesses rompues

Les institutions financières internationales (IFI) sont des banques multilatérales de développement et des sociétés de crédit à l'exportation qui offrent des prêts, des investissements et des garanties à des projets et programmes dans le but déclaré d'aider les pays en voie de développement à atténuer la pauvreté et à atteindre un développement durable. Les fonds nécessaires proviennent des pays membres, qui investissent dans les opérations de ces banques les deniers publics de leurs budgets pour le développement. La mission des banques multilatérales de développement est d'éradiquer la pauvreté et de contribuer au développement durable, tandis que les sociétés de crédit à l'exportation ont été établies pour aider les compagnies des pays industrialisés à faire des affaires dans les pays en voie de développement et les marchés émergents. Toutes les IFI sont des institutions publiques et, en tant que telles, devraient placer leur argent dans des biens publics, en application des engagements pour la durabilité pris par les pays qui les gouvernent.⁹

Les institutions financières internationales financent depuis des décennies l'industrie minière et l'exploitation des combustibles fossiles. Entre 1995 et 1999, les IFI ont canalisé vers le secteur des industries extractives environ 55 milliards de dollars US.¹⁰ Alors qu'à l'origine elles appuyaient surtout les initiatives dirigées par les Etats, elles se tournent de plus en plus vers le développement du secteur privé.

étude de cas sept



compagnies

exxonmobil [états-unis]
chevron [états-unis]
petronas [malaisie]

les moyens de vie pompés

le projet d'oléoduc Tchad Cameroun

*"Ils nous ont promis du travail.
Ils nous ont tout pris.
Ils ont pris notre terre.
Ils ont pris notre forêt.
Ils ont pris notre eau."*

Sama Bailie, Cameroun, parlant de l'oléoduc.



⁹ | Par exemple, les leaders mondiaux ont accordé en septembre 2000 de travailler pour atteindre les objectifs de développement du millénaire, qui incluent l'éradication de la famine et de la pauvreté, la promotion de l'égalité des genres et l'obtention de la durabilité environnementale.

¹⁰ | Amis de la Terre International, Phasing out international financial institutions financing for fossil fuel and mining projects: demanding local community self-determination, janvier 2002.



“Le projet constituera une réelle avancée pour le pays [le Tchad] car il offrira une occasion unique de développer l'économie et, partant, de créer les conditions d'une stabilité politique à long terme. Les avantages directs du projet en termes d'augmentation des recettes fiscales et des revenus en devises sont substantiels pour le Tchad. [...] Pour ce qui concerne le Cameroun, le projet aura également des conséquences similaires directes sur le développement et générera des recettes annuelles moyennes correspondant à quelque 3% des recettes budgétaires actuelles du pays. En outre, le projet aura un effet catalyseur sur la croissance des entreprises locales dans les deux pays, ce qui se traduira par un accroissement de l'activité économique, et procurera d'autres avantages indirects [...]”

La Banque européenne d'investissement, lors de l'approbation d'un prêt de 144 millions de dollars US pour l'oléoduc Tchad Cameroun en juin 2001.

“Maintes et maintes fois, les profits tirés des ressources naturelles ont financé les avions et les palais présidentiels et consolidé la corruption officielle, tout en produisant très peu de bénéfices économiques durables. Des pays dont les ressources naturelles abondantes leur procurent des revenus d'exportation exceptionnels, tels que le Nigeria, le Venezuela, la Birmanie et la Zambie, n'ont pas réussi à avancer du point de vue économique ; en fait, dans plusieurs cas ils ont rétrogradé.”

Lawrence Summers, ministre des Finances des Etats-Unis, s'adressant au Conseil des Affaires étrangères, mars 1999.

financement **banque mondiale** | **bei** | **export-import bank [états-unis]** | **sace [italie]** | **coface [france]**

Le 10 octobre 2003, jour de l'inauguration du projet pétrolier et de l'oléoduc Tchad Cameroun, une coalition d'associations de la société civile tchadienne a appelé à une journée de deuil national. Ces associations ont signalé que les revenus du pétrole “ne seront qu'une arme de plus aux mains d'une oligarchie pillarde pour opprimer le peuple tchadien”. Les associations ont dénoncé l'insécurité et l'impunité qui règnent dans le pays, que l'exploitation du pétrole ne fera qu'exacerber.

pour payer l'oléoduc

Le projet d'oléoduc Tchad Cameroun, d'un coût estimé à 3,7 milliards de dollars US, est à ce jour le plus gros investissement privé de l'Afrique subsaharienne, et l'un des plus contestés. Il implique le forage de 300 puits de pétrole dans la région de Doba, dans le Sud du

Tchad, et la construction d'un oléoduc de 1070 kilomètres pour transporter le pétrole du Tchad, à travers le Cameroun, jusqu'à un terminal de chargement off-shore dans l'Atlantique. Le tracé de l'oléoduc traverse la forêt humide, les territoires des Pygmées et les principales zones de production de coton et de cultures vivrières. Les déversements de pétrole pourraient avoir un énorme impact sur les moyens de subsistance des gens des lieux, et il a été estimé que des milliers de pêcheurs n'auront plus de travail.

Le projet semblait condamné fin 1999, lorsque deux des compagnies concernées, Shell et TotalFinalElf, se sont retirées du consortium, en raison, du moins en partie, de l'opposition des résidents et des environnementalistes, y compris les membres des Amis de la Terre. Néanmoins, la compagnie principale ExxonMobil (40%) a continué dans le projet,

accompagnée maintenant de Chevron basé aux USA (25%) et de la société malaise Petronas (35%).

Le Groupe de la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement ont accordé au projet 200 millions et 120 millions de dollars respectivement. Bien qu'elle ne finance que 4% du coût total, la Banque mondiale est le partenaire le plus important, car sa participation sert au consortium d'assurance contre le risque politique, et permet aux compagnies d'obtenir davantage d'argent sur les marchés de capitaux internationaux. Les banques ont présenté le projet comme une option permettant au Tchad de sortir de son état de pauvreté extrême, et au Cameroun de générer des revenus indispensables.

secteur public: pour attirer de sales affaires

Les institutions financières internationales ont joué un rôle-clé dans la mise en place des programmes de développement de beaucoup de pays du monde. Elles exercent une lourde pression sur les gouvernements pour qu'ils adoptent des mesures d'ajustement structurel visant la libéralisation et la dérégulation des lois nationales sur l'investissement. L'objectif de ces mesures est d'encourager l'investissement privé. L'application des recommandations d'ajustement structurel est souvent une condition préalable pour obtenir l'approbation d'autres prêts des IFI. Parmi les normes concrètes dictées par les IFI figurent l'élimination des restrictions relatives à la propriété étrangère et aux royalties, le plein accès aux ressources, la réduction des tarifs et des taxes, et l'assouplissement des normes environnementales et sociales. Parfois même, le paquet de mesures d'ajustement structurel inclut l'obligation pour les pays d'extraire leurs ressources naturelles. Dans le cas de l'oléoduc de brut lourd en Equateur, et du projet gazier Camisea au Pérou, les IFI ont établi comme condition que l'on octroie à des sociétés étrangères des concessions pour l'exploitation du pétrole et du gaz (voir page 16).

"L'expérience de BHP Billiton est que le Groupe Banque mondiale a toujours fait entendre la voix de la raison dans les périodes difficiles."

Apport de BHP Billiton à l'évaluation des industries extractives de la Banque mondiale en octobre 2002, faisant l'éloge du rôle joué par la Banque pour faciliter l'investissement en Algérie, Argentine, Indonésie, Mozambique et Papouasie-Nouvelle-Guinée.

un modèle de développement manqué

Ces paquets combinés de mesures de dérégulation, privatisation et libéralisation ont provoqué dans de nombreux pays la multiplication d'activités non réglementées dans le domaine des industries extractives, diminuant d'autant la capacité de ces pays de protéger leur environnement, les droits de leurs travailleurs et les moyens de vie de leurs habitants.

D'une manière générale, les mesures de libéralisation visent à créer un climat favorable à l'investissement pour les sociétés transnationales. Les compagnies pétrolières et minières ne sont pas souvent étrangères à l'élaboration de prescriptions de ce genre pour leurs pays d'accueil. En Colombie, le gouvernement a fait appel à un cabinet d'avocats privé, Martines Cordoba, pour la rédaction du code minier national, en passant outre aux règles et procédures établies pour les contrats publics. Il a été révélé plus tard qu'il s'agissait des mêmes avocats-conseils de Semex, une compagnie mexicaine de production de ciment, et de la compagnie d'extraction de gaz Santa Fe, propriété du président (voir étude de cas en page 8).

étude de cas sept

la nature et les communautés punies

Des ONG des deux pays et de l'extérieur ont demandé sans succès à la Banque mondiale de retarder la décision jusqu'à la réalisation d'une évaluation d'impact environnemental appropriée. Après l'approbation de l'oléoduc, elles ont insisté pour que la Banque tienne compte des effets de la mise en oeuvre du projet sur la société et l'environnement.

Mais il était évident, déjà vers la mi-2002, que le projet semait la misère et la dévastation dans la région. Des milliers de personnes avaient vu leurs terres expropriées, les cultures et la végétation détruites, et les réserves d'eau polluées sans compensation suffisante. Certaines des victimes n'avaient pas du tout été indemnisées, y compris les Pygmées Bakola et Bagyeli des forêts du Cameroun.

Sur les 5 000 emplois promis au départ, la plupart ont échoué à des étrangers, tandis que les gens du coin doivent se contenter de travail occasionnel, non qualifié et à court terme. L'affluence d'hommes en quête de travail dans la zone du projet a provoqué de graves bouleversements sociaux dans les communautés, et l'augmentation des cas de prostitution, d'alcoolisme, de VIH/SIDA et d'autres maladies sexuellement transmissibles.

L'oléoduc traverse des écosystèmes fragiles et précieux et, en particulier, la forêt humide du littoral du Cameroun. L'amélioration, aux fins du projet, des pistes saisonnières existantes a conduit à l'abattage et au braconnage dans des régions naguère inaccessibles. L'oléoduc traverse également plusieurs grands fleuves, et sa construction a déjà provoqué des fuites de pétrole et pollué le écosystème aquatique.

la rhétorique et la réalité

La Banque mondiale continue d'affirmer que le projet bénéficie de l'appui des communautés et la collaboration des ONG. Mais en fait, le Cameroun a été classé par Transparency International, en 1999 et 2000, comme le pays le plus corrompu du monde, ce qui conspire grandement contre la possibilité de participer à la prise de décisions. La situation est également problématique au Tchad en ce qui concerne les droits de l'homme: le gouvernement n'y a pas encore enquêté sur les massacres de centaines de civils non armés qui ont eu lieu en 1997 et 1998 dans la région pétrolière du pays. En outre, il a été révélé que le président du Tchad avait utilisé le premier versement de 4,5 millions de dollars payé par le consortium pour acheter des armes, au lieu de le destiner, comme convenu, à l'éducation, la santé publique et des travaux d'infrastructure

Alors que ces mesures sont censées aider les pays pauvres à attirer l'investissement étranger direct et à générer des revenus qui retomberont progressivement sur les pauvres, plusieurs décennies d'expérience ont montré qu'un tel modèle de développement est périmé. Les économistes ont remarqué que les pays dotés de ressources naturelles abondantes tendent à être moins performants au plan économique que ceux qui n'ont pas de telles richesses. Ce phénomène, que l'on appelle 'la malédiction des ressources', a été observé dans des études de croissance comparatives. Une analyse dirigée par les économistes Jeffrey Sachs et Andrew Warner et portant sur 97 pays a conclu que les pays dont la part des exportations de ressources naturelles dans le PIB était très forte avaient tendance à se développer plus lentement que les pays où ces ressources avaient un rôle économique moins important.¹¹ D'autre part, du fait de leur dépendance des matières premières, les pays deviennent plus vulnérables aux risques extérieurs, et en particulier aux fluctuations des prix.¹² La Banque mondiale elle-même a conclu que "les pays avec des revenus substantiels de l'activité minière ont des résultats moins bons que d'autres qui ont moins de revenus dans ce domaine."¹³

Les institutions financières internationales exagèrent souvent le rôle historique des industries extractives dans l'évolution des pays du Nord, afin de le présenter comme un modèle pour les pays en voie de développement. Pourtant, des pays tels que les États-Unis, l'Australie et le Canada n'étaient pas aussi dépendants de l'industrie minière, au XIXe siècle, que le sont aujourd'hui beaucoup de pays en développement. Dans les pays mentionnés, l'activité extractive s'accompagnait d'un processus d'industrialisation qui incluait la transformation de l'infrastructure et des institutions financières, éducatives et politiques, ce qui n'est pas souvent le cas à l'heure actuelle dans les pays miniers. En outre, dans les pays du Nord l'industrie minière était étayée par de grands marchés intérieurs bien protégés, tandis que les ressources que l'on extrait aujourd'hui sont généralement exportées au lieu de rester dans les pays où elles ont été trouvées.¹⁴

"Je suis inquiet pour l'environnement. Quand je regarde autour de moi je vois des fleuves qui tarissent, des oiseaux qui disparaissent, des arbres qui se dessèchent. J'ai l'impression que bientôt il y aura ici un désert. Ils sont en train d'abattre une grande bande de forêt qui nous servait de paravent contre les rafales violentes de la mer. [...] Mais on nous a dit que ce projet est d'importance internationale. [...] Nous n'avons pas moyen de nous y opposer, il faudra s'y faire." Chef d'un village près de Kribi, au Cameroun.

indispensables. Depuis l'inauguration officielle de l'oléoduc en octobre 2003, la situation au Tchad n'a fait qu'empirer: une manifestation pacifique organisée par des associations pour les droits de l'homme a été interdite par les autorités, et le gouvernement, en violation de la constitution, a fermé la seule station de radio indépendante du pays. En novembre 2003, pour la première fois depuis 1991, huit personnes condamnées à mort ont été exécutées. Maintenant que l'argent du pétrole commence à affluer, les citoyens du Tchad craignent que la répression et l'insécurité ne s'accroissent, à mesure que le régime dévoile son 'vrai visage'.

En 2001 et 2002, des associations locales du Tchad et du Cameroun ont présenté des plaintes au Panel d'inspection de la Banque mondiale, et accusé celle-ci d'avoir enfreint ses propres normes en mettant le projet en oeuvre.

Le Panel a confirmé de nombreuses infractions des normes environnementales et, dans le cas du Tchad, des violations des directives opérationnelles internes relatives à l'évaluation économique et à la réduction de la pauvreté. "La Banque mondiale vante l'oléoduc Tchad Cameroun comme un projet modèle qui va réduire la pauvreté et compenser les impacts sur l'environnement. Mais la pratique a démontré que le discours de la Banque mondiale n'avait aucun rapport avec la réalité", a dit Samuel Nguiffo, des Amis de la Terre Cameroun.

pour plus d'information visitez les sites: Traversing People's Lives: How the World Bank Finances Community Disruption in Cameroon, FoEI, 2002:

www.foei.org/publications/worldbank/traversing.pdf

Promesses bafouées: Exploitation pétrolière et oléoduc Tchad Cameroun. Qui payera la facture? FoEI, FoE Cameroun, FoE Pays-Bas, 2001: www.foei.org/publications/worldbank/traversing.pdf

FoE Cameroun: www.cedcam.org/petrole.htm Recorrido Virtual de Catholic Relief Services: www.catholicrelief.org/get_involved/advocacy/economic_justice/globalization/trade_and_corporate_responsability/index.cfm

11 | Jeffrey Sachs et Andrew Warner, Natural Resource Abundance and Economic Growth, 1997.

12 | Voir Heike Mainhardt-Gibbs, The Role of Structural Reform Programs towards Sustainable Development Outcomes, août 2003.

13 | Monica Weber-Fahr, Treasure or trouble? Mining in developing countries, 2002.

14 | Thomas Michael Power, pour Oxfam America, Digging to Development? A historical look at mining and economic development, 2002.

tout s'envole, rien n'en retombe

Les investissements des IFI dans l'industrie extractive n'améliorent pas non plus les performances des pays hôtes dans le domaine du développement humain. En effet, la dépendance du pétrole et des minéraux est fortement liée à des conditions extraordinairement mauvaises pour les pauvres. Par exemple, les pays dépendants des mines ont souvent des taux élevés de pauvreté et d'inégalité des revenus. Dans les sociétés dépendantes du pétrole la malnutrition infantile est élevée et la dépense en soins de santé est faible, ainsi que la scolarisation des enfants et l'alphabétisation des adultes.¹⁵

Alors que les IFI insistent qu'elles peuvent aider les pays à gérer les revenus des industries extractives de manière à assurer la plus large distribution des bénéfices, une étude menée par le département d'évaluation des opérations de la Banque mondiale a trouvé que le rôle de la Banque n'était que "modérément important et efficace" au sujet des dépenses publiques dans les pays riches en ressources naturelles.¹⁶ On y relève que les résultats du développement mesurés par la Société financière internationale "ne tiennent pas compte de la distribution des bénéfices". Suivant l'évaluation de la Banque, les impacts ont été particulièrement négatifs pour les femmes, qui assurent un rôle très important pour la subsistance de la famille dans beaucoup de communautés. Cette conclusion est appuyée par l'information recueillie par l'évaluation des industries extractives de la Banque mondiale, dont la version préliminaire signale que "les projets miniers, gaziers et pétroliers, et les programmes de réforme structurelle proposés par le groupe de la Banque mondiale peuvent contribuer à marginaliser les femmes."¹⁷

Bien que la création d'emplois soit un aspect fondamental de la réduction de la pauvreté, le besoin de privatiser et d'augmenter le rendement des opérations a entraîné une perte considérable de postes de travail et un mépris total des droits des travailleurs. En Colombie, la Banque mondiale a ordonné la liquidation du secteur minier de l'Etat, ce qui a permis à des compagnies qui violent gravement les droits des travailleurs de continuer à s'emparer des ressources du pays (voir étude de cas en page 8).

Les institutions financières internationales et les investisseurs étrangers déclarent également que la libéralisation de l'industrie permettra de stimuler la croissance économique, en créant des opportunités d'affaires en amont et en aval. Or, cela ne s'est jamais produit. La libéralisation et la déréglementation de l'investissement national, jointes à la protection actuelle des industries manufacturières du Nord, ont conspiré contre l'établissement d'industries d'aval dans les pays concernés. Quant à l'industrie locale en amont, dans des secteurs tels que l'exploration, l'établissement de projets, l'extraction, le traitement, le transport et la vente elle peut rarement concurrencer les grandes compagnies étrangères. Tout compte fait, les compagnies s'adressent le plus souvent à des entreprises étrangères pour leurs opérations, en amont comme en aval.

étude de cas huit

compagnie rio tinto [royaume-uni]

l'empoisonnement d'une île

la mine d'or de lihir, en papouasie-nouvelle-guinée



"La beauté naturelle de l'endroit devrait être préservée. Je sais, cette baie est un des endroits où la tortue à dos de cuir venait pondre, mais ce n'est plus ainsi. Et je sais aussi que les oiseaux sauvages vivaient là autrefois, à cause du volcan, et les gens vendaient leurs oeufs, mais ce n'est plus ainsi maintenant. Tout cela est fini, tout est détruit." Interview du Père Clement Taulam, île de Lihir, 2000.

15 | Michael Ross, pour Oxfam America, Extractive Sectors and the Poor, 2001.

16 | OED, OEU, Extractive Industries and Sustainable Development, volume I, 2003.

17 | World Bank Extractive Industries Review, avant-projet, août 2003.

le secteur privé et le confort politique

Au cours des dix dernières années, les institutions financières internationales ont accru leur appui au secteur privé par des prêts directs et des garanties. Les IFI peuvent investir directement dans un projet en participant à une joint-venture et en achetant des actions. Comme résultat, des millions de dollars des deniers publics, prévus pour l'atténuation de la pauvreté et le développement durable, ont été canalisés vers des sociétés multinationales qui étaient déjà riches. Ainsi, les IFI légitiment et appuient politiquement des opérations pétrolières, minières et gazières. Leur soutien est également essentiel pour mobiliser des prêts supplémentaires du secteur privé. C'est pourquoi le géant tristement célèbre Anglo-American préfère ne pas voir les IFI se retirer de l'industrie extractive, de crainte que cela "ne réduise le nombre de joueurs du marché des capitaux disposés à prendre les risques inhérents au financement de projets d'extraction à grande échelle dans les pays en voie de développement."¹⁸

En théorie, une telle construction donne aux IFI les outils nécessaires pour obliger les investisseurs principaux à répondre de leurs actes. Dans la pratique pourtant, cette influence est rarement utilisée. Par exemple, la Société financière internationale de la Banque mondiale affirme que sa participation dans la mine d'or de Yanacocha, au Pérou, garantit que le projet respecte les normes environnementales et sociales les plus exigeantes. Mais il suffit de jeter un regard sur la longue liste de plaintes des membres de la communauté à propos de la contamination, et sur le

refus de la SFI de rendre la compagnie responsable des maladies résultant du déversement de mercure de la mine en juin 2000, pour comprendre que cette responsabilisation est illusoire (voir étude de cas en page 22).

Parmi les institutions financières internationales, ce sont spécifiquement les agences de crédit à l'exportation (ECA) qui assurent les investissements et les exportations des entreprises contre les risques politiques et économiques, tels que les dévaluations, les ruptures de contrat, les nationalisations et l'instabilité politique. Dans beaucoup de cas, il est exigé au pays hôte de 'contre-garantir' l'investissement, ou de restituer à l'ECA l'argent de l'assurance si le projet s'effondre, auquel cas la dette extérieure du pays s'alourdit considérablement. En 1996, les dettes relatives aux crédits à l'exportation représentaient 24 pour cent de l'endettement total des Etats hôtes.¹⁹ Les agences de crédit à l'exportation australiennes et canadiennes, ainsi que la MIGA, qui est l'agence de la Banque mondiale chargée de l'assurance pour le secteur privé, ont cautionné plusieurs opérations minières risquées, dont la mine d'or de Lihir en Papouasie-Nouvelle-Guinée (voir étude de cas en page 30).

financement

MIGA de la Banque mondiale | bei | export finance insurance corporation [agence australienne de crédit à l'exportation] | export development corporation [agence canadienne de crédit à l'exportation]

Dans l'île de Lihir, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, les montagnes jaillissent de la mer en pente raide, et la côte est bordée de récifs coralliens. Les Lihiriens sont un peuple matriarcal et pacifique, et lorsqu'ils se retrouvent devant un conflit ils peignent leur visage à la boue ou au charbon et offrent à l'offenseur une plante de 'gorgor' pour symboliser leur désir de jouer cartes sur table. Traditionnellement, les biens et les services sont librement échangés entre les insulaires, et aucun argent ne change de mains. Or, depuis qu'une filiale de Rio Tinto y a ouvert une mine d'or énorme et polluante, les masques de boue et les 'gorgors' sont devenus plus fréquents, et la vente a remplacé le troc.

La mine d'or de Lihir, qui fonctionne depuis 1997, est une mine à ciel ouvert située à l'intérieur d'un volcan éteint. L'or est extrait du roc avec du cyanure, et les déchets, constitués par des particules de roche broyée, des solutions

résiduelles, du cyanure et d'autres métaux toxiques, sont jetés directement dans la mer au moyen d'un tuyau sous-marin. La mine va produire environ 84 millions de tonnes de résidus et 300 millions de tonnes de déchets rocheux au cours de ses dix-sept années d'activité. L'or brut qu'elle produit est exporté et transformé en bijouterie.

La société nord-américaine Overseas Private Investment Corporation avait refusé d'appuyer le projet. Néanmoins, à l'époque de la construction les financiers étaient la Banque mondiale, deux sociétés de crédit à l'exportation, et la Banque européenne d'investissement. La justification donnée par le groupe de la Banque mondiale pour soutenir le projet était qu'il allait apporter au pays des recettes d'exportation susceptibles de bénéficier la population de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Or, le gouvernement de ce pays est l'un des plus corrompus du monde.

un gâchis environnemental et social

La mine a eu des conséquences importantes pour la société, en raison surtout de l'arrivée massive de travailleurs migrants. La population de l'île de Lihir est passée de 6 000 habitants avant l'ouverture de la mine, à plus de 11 000 en 2001. Avant cette opération, l'île était relativement isolée du reste de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et ne comptait que quelques routes et une petite piste d'atterrissage. Aujourd'hui, elle possède un grand aéroport et un périphérique construit conjointement par la société minière et le gouvernement. Par ailleurs, la plupart des propriétaires terriens ont abandonné leur agriculture vivrière traditionnelle, et leurs enfants ont perdu tout intérêt pour cette activité.

18 | Contribution d'Anglo-American à l'évaluation des industries extractives de la Banque mondiale, avril 2003.

19 | Boote & Ross, cité dans Michiel van Voorst, Debt creating aspects of export credits, Eurodad, 1998.

le mythe de l'emploi ou la création de chômage

L'un des principaux arguments avancés par les institutions financières internationales pour financer directement les industries extractives est la création d'emplois. Pourtant, les opérations actuelles dans les secteurs des mines et des carburants fossiles sont fortement capitalistiques. La technologie moderne qu'utilisent surtout les grandes transnationales permet un fonctionnement rapide, systématique et fortement mécanisé. La haute technologie, l'équipement lourd et les processus chimiques dangereux tels que la lixiviation au cyanure peuvent remplacer le travail de beaucoup de personnes, et ne requièrent qu'une poignée de travailleurs qualifiés.

En général, les emplois disponibles dans les secteurs pétrolier, minier et gazier sont à court terme, leur durée ne dépassant pas la période de construction. Les postes nécessaires au cours de l'extraction sont très peu nombreux, et réservés exclusivement aux travailleurs hautement qualifiés. Les ouvriers sont souvent embauchés sous contrat, sans aucune sécurité de travail et pour des sommes au-dessous du salaire minimum. Le nombre de postes est insuffisant pour alléger les taux de chômage locaux, souvent élevés, et ne compensent pas la perte des moyens de subsistance qui résulte de la pollution et de la réinstallation. Quoique la création d'emplois soit un objectif fondamental, les IFI ne vérifient pas les résultats nets de la croissance qu'elles favorisent dans le secteur des industries extractives, ni les impacts négatifs de cette croissance sur l'embauche dans d'autres secteurs. Il est pourtant évident qu'il existe des alternatives, autres que les projets extractifs,

facilement accessibles et susceptibles de créer beaucoup plus d'emplois.

Dans la mine d'or de Sepon au Laos, seuls 400 travailleurs ont été embauchés depuis le début des opérations en 2002, et il existe des tensions de plus en plus fortes entre ceux qui y travaillent et ceux qui ne le font pas. Deux villages qui interféraient avec la mine ont été déplacés, et leurs habitants privés de leurs moyens de vie habituels (voir étude de cas en page 12).

Dans le cas de l'oléoduc Tchad Cameroun, les défenseurs du projet avaient promis du travail à beaucoup de résidents. Mais ceux-ci ont finalement dû se contenter d'emplois temporaires et mal payés, tandis qu'on embauchait des travailleurs hautement qualifiés dans les villes ou à l'étranger. De surcroît, le consortium pétrolier et ses sous-entrepreneurs payaient des salaires inférieurs au salaire minimum aux ouvriers camerounais chargés de construire et de faire marcher l'oléoduc, en infraction des lois du travail du Cameroun. Les malades et les victimes d'accidents du travail se sont vu refuser le paiement d'indemnités. Et pour comble, ceux qui ont protesté contre ces pratiques injustes ont été renvoyés (voir étude de cas en page 26).

étude de cas huit

La visite des installations effectuée en avril 2003 dans le cadre de l'évaluation des industries extractives de la Banque mondiale (en anglais EIR) n'a pas été très réussie. D'après l'EIR, "l'équipe a dépensé un temps limité à chaque endroit, et n'a pas été en mesure d'interviewer des membres indépendants des communautés, à part quelques-uns qui avaient été choisis par les principales entreprises. Avant la visite, l'équipe disposait de très peu d'informations au sujet des principaux problèmes environnementaux et sociaux [...]". Néanmoins, le rapport de l'EIR a pu conclure que "les tensions sociales sont prédominantes dans l'île, où des conflits sérieux éclatent parfois entre les riches et les pauvres. La consommation d'alcool a sensiblement augmenté dans la communauté, provoquant une augmentation des délits liés à l'alcoolisme, et d'autres problèmes tels que la multiplication des divorces et la rupture des liens de parenté traditionnels."

Il est vrai que de nouvelles écoles, des hôpitaux, des moyens de transport, des logements et des plans de développement des ressources humaines ont fait leur apparition. Mais Lihir est devenue un excellent exemple de dépendance de l'industrie: la communauté ne compte que sur la mine comme pourvoyeur des services publics essentiels, et ce lien sera brisé lorsque la mine aura fermé. Malheureusement, il est peu probable que le gouvernement prenne le relais et s'occupe de ces communautés si éloignées.

L'évacuation sous-marine des déchets de la mine aura sans doute des impacts de longue durée sur l'écologie du littoral. La compagnie a déjà reconnu que la décharge dans l'océan est en train d'étouffer des organismes qui habitent les fonds sous-marins. Les insulaires trouvent moins de coquillages et davantage de poissons morts, et se plaignent de démangeaisons. En fait, le déversement de déchets de mine dans l'océan est interdit dans

beaucoup de pays, en application de la Convention de Londres sur les dépotoirs marins, dont la Papouasie-Nouvelle-Guinée est l'un des signataires.

Les Lihiriens réclament davantage d'information sur ce qui se passe dans l'île, et veulent une évaluation indépendante des impacts des déchets sur les pêcheries et la mer. La Banque mondiale fait actuellement pression sur le gouvernement du pays pour qu'il change radicalement son code minier. Cela devrait permettre que les habitants de la Papouasie-Nouvelle-Guinée disent ce qu'ils en pensent, et que leurs demandes soient prises en compte.

une courbe d'apprentissage insuffisante

Bien que certaines institutions financières internationales reconnaissent que les projets dans le domaine des industries extractives sont souvent problématiques, elles ont très peu appris des erreurs du passé. Elles n'ont pas intégré la justice sociale ni l'environnement dans leurs opérations, et n'ont pas non plus exigé l'application des directives existantes. Les évaluations concernant la pauvreté et l'environnement, lorsqu'elles ont existé, n'ont eu aucune influence réelle sur les plans du projet, et la supervision de celui-ci par l'IFI est souvent laxiste, ou même inexistante.²⁰

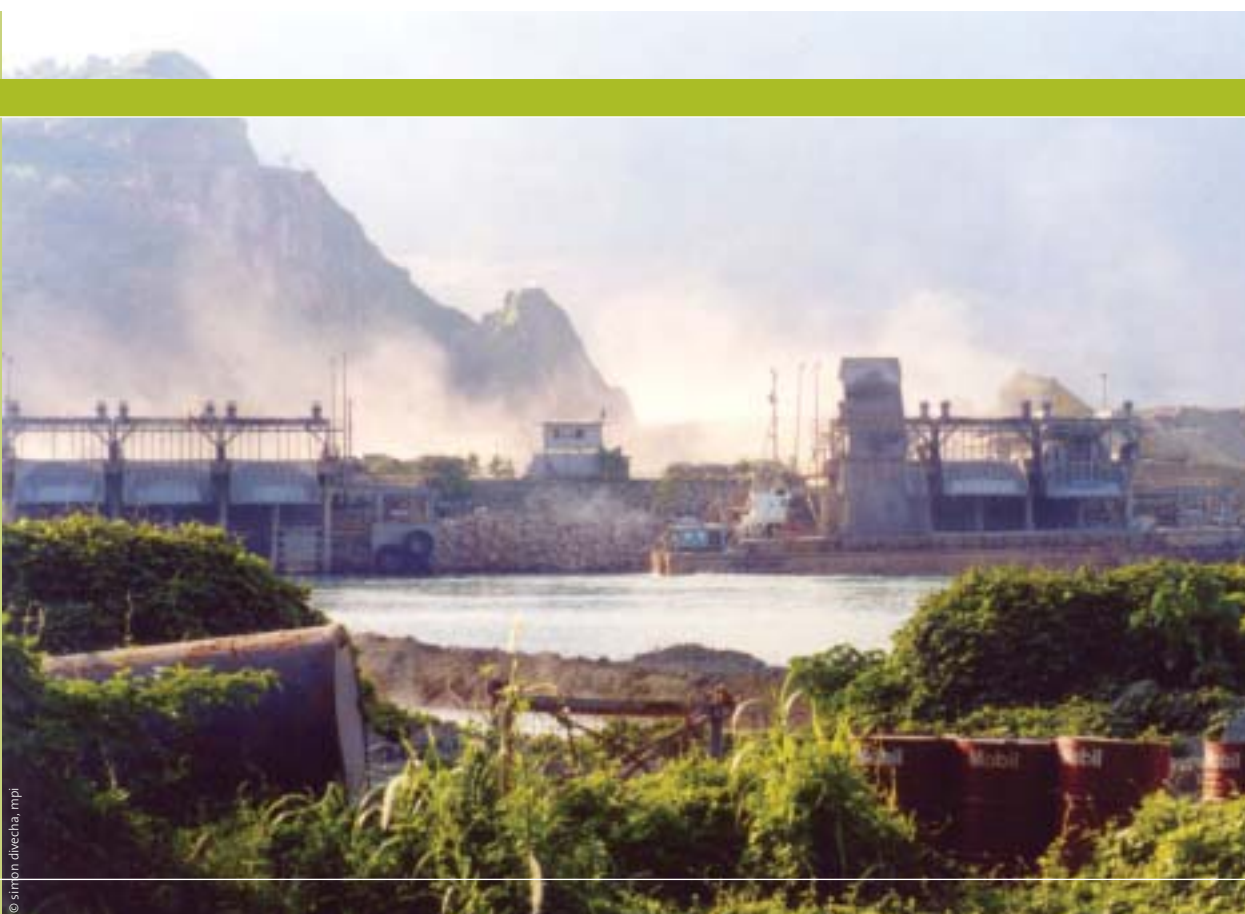
Face au redoublement des critiques, la Banque mondiale a établi en 1993 un Panel d'inspection visant à fournir une procédure de réclamation aux personnes atteintes par ses opérations. A sa suite, d'autres IFI ont mis en place des mécanismes de plainte, ou sont en passe de le faire. Pourtant, tous ces mécanismes ont de graves défauts. On reproche au Panel d'inspection de la Banque mondiale la faible portée de ses enquêtes et son impuissance à prendre des mesures correctives. Dans une poignée de cas seulement, les plaintes adressées au Panel d'inspection se sont traduites par des améliorations au niveau du projet. En outre, les conclusions critiques du Panel ont eu pour effet d'effrayer l'administration de la Banque, ce qui a entraîné une concertation des efforts pour abaisser le niveau d'exigence de ses normes sociales et environnementales. Or, ceci est très problématique, puisque l'effet de vague va faciliter que d'autres IFI approuvent des projets et des programmes encore plus mauvais sans même offrir des moyens sérieux de demander réparation.²¹

Le médiateur de la SFI remarquait dans une étude récente: "On a accordé beaucoup plus d'attention à des phrases spécifiques des politiques de sauvegarde qu'à leurs résultats sur le terrain."²² En général, les réponses des institutions financières internationales ont été insuffisantes, et n'ont contribué que d'une manière négligeable à soulager les souffrances des victimes des projets destructeurs.

"La mer arrive tout près et vient parmi les arbres. Deux fois ces dernières années des baleines sont mortes sur nos plages. C'est vraiment bizarre, ça n'était jamais arrivé. Les gens ne comprennent pas et se demandent si c'est à cause des déchets."

Jacklyn Membup, ancien travailleur minier et résident local.

© Simon dwecha, mpi



20 | Dans le Volume II de l'évaluation 2003 de l'OED il est signalé que seuls 41% des projets étudiés avaient une supervision et un suivi appropriés, et que l'application des normes de la Banque mondiale se détériorait au cours de leur mise en oeuvre.

21 | L'affaiblissement des normes de la Banque mondiale va probablement mener à l'affaiblissement des normes des autres IFI, qui adoptent généralement les critères de la Banque. Les mécanismes de réclamation n'ont aucun sens en l'absence de normes sociales et environnementales rigoureuses que les opérations des IFI soient tenues de respecter. Voir Demanding Accountability: Civil society claims and the World Bank inspection panel, Dana Clark, Jonathan Fox et Kay Treake, 2003. Pour plus d'information sur les mécanismes de réclamation des IFI, consultez la boîte à outils du site des Amis de la Terre International, www.foei.org/ifi/civil.html.

22 | Bureau du Conseiller-médiateur (CAO), A review of IFC's Safeguard Policies, janvier 2003.